

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 13/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEVIA – gare SNCF Carnoules

Références : D-UD83-2024-0151
Code AIOT : 0006400201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement SEVIA implanté Gare SNCF 83660 Carnoules. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEVIA Gare SNCF 83660 Carnoules Code AIOT : 0006400201
- Régime : Autorisation ; Statut Seveso : Non Seveso ; IED : Oui

La société SEVIA exploite à Carnoules une installation de regroupement et de transit d'huiles minérales usagées. Ce dépôt, constitué de 4 cuves aériennes d'une capacité unitaire de 50 m³, est implanté dans l'enceinte de la gare SNCF de Carnoules.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vieillissement et corrosion des réservoirs
- Prévention pollution des eaux
- Gestion des flux de déchets
- Protection et lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Corrosion des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 5	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 7	Sans objet
3	Gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1- I	Sans objet
4	Protection et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 8	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 8 bis a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté la réfection de l'enduit d'étanchéité de la rétention, mais la persistance d'une corrosion significative au niveau du pied de robe de chaque cuve. Cette non-conformité devra faire l'objet d'actions correctives dans le délai fixé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vieillissement et corrosion des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Équipement des réservoirs
Prescription contrôlée : (...) La protection des réservoirs, canalisations et accessoires contre la corrosion externe devra être assurée en permanence. (...)
Constats : Ce dépôt est constitué de 4 cuves aériennes en acier, d'une capacité unitaire de 50 m ³ . Ces cuves sont posées à même le sol, sur une cuvette de rétention maçonnée. Lors de la précédente visite d'inspection du 09/12/2019, il avait été constaté des égouttures dans la rétention et que la base des cuves présentaient des traces de corrosion. Des mesures d'épaisseur par ultrasons des cuves ont été réalisées par la société MISTRAS le 25/10/2022. Les constats du technicien font état: <ul style="list-style-type: none">- de présence de corrosion au niveau du pied de robe sur une hauteur de 50 mm sur toute la périphérie des 4 cuves.- de présence d'eau stagnante dans la cuvette de rétention- de dégradation de la peinture du côté sud et au niveau du toit des cuves- de boulonneries de la passerelle oxydées Aucune conclusion n'est jointe avec les mesures. Lors de l'inspection du 15/11/2023, il a été constaté que la cuvette de rétention est entretenue, mais que de la corrosion à la base de chaque cuve est toujours présente. Aucune opération de traitement de la corrosion ou de reprise des peintures n'a été réalisée, malgré les dégradations constatées. Au vu des mesures réalisées le 25/10/2022, des pertes d'épaisseurs significatives en parties basses de la virole n°1 ont été constatées au-dessus du niveau de l'eau pluviale stagnante (une épaisseur mini mesurée comprise entre 3,2 mm et 4,1 mm). La soudure robe/fond pour chacune des cuves n'a pas pu être contrôlée puisqu'elle se situait sous le niveau de l'eau pluviale stagnante, cf rapport MISTRAS 26/10/22.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 4 mois à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- son positionnement vis à vis de l'application éventuelle des articles 4, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;- un diagnostic de la soudure robe/fond de chaque cuve permettant d'évaluer l'intégrité de celles-ci et de statuer sur la tenue mécanique des réservoirs ;- un plan de surveillance et/ou de travaux pluriannuel vis à vis du risque de rupture lié au vieillissement et à la corrosion des réservoirs
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Le fond de la cuvette de rétention sera bétonné et étanche. Ses parois seront en béton ou en maçonnerie également étanches et capables de résister à la poussée des huiles usagées éventuellement répondues.
Constats : Lors de la visite du 09/12/2019, il avait été constaté que l'enduit d'étanchéité avait été réalisé qu'en partie basse du bac de rétention et déterminait un volume étanche limité à 40 m ³ . Le jour de la visite du 15/11/2023, il a été constaté qu'un enduit d'étanchéité des parois a été effectué sur l'ensemble de la hauteur de la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des flux de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1- I
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage approprié
Prescription contrôlée : Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement;- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
Constats : Les cuves sont équipées de jauges de niveau de type électroniques et type « flotteur ». Le contrôle du volume stocké s'effectue quotidiennement, tout d'abord par contrôle visuel par le chauffeur et informatiquement par le centre localisé à Rognac. Un tableau de suivi du remplissage des cuves est également tenu à jour quotidiennement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Protection et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Il est interdit de faire du feu ou d'apporter du feu dans la station de transit, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles. Cette interdiction devra être affichée de façon apparente à l'intérieur de la clôture. Le numéro d'appel des pompiers devra également être affiché. L'exploitant devra disposer sur le site des moyens d'intervention immédiats suivants: <ul style="list-style-type: none">- un extincteur à poudre de 50 kg sur roues,- un caisson de sable d'un volume de 500 litres avec pelles.

<p>Constats :</p> <p>Les consignes générales de sécurité et d'interdictions sont affichées à l'entrée du site. Les numéros d'appel des pompiers, les consignes en cas de départ de feu et/ou incendie sont clairement affichées à l'intérieur du site.</p> <p>Un parc de 7 extincteurs sont répartis sur le site dont 1 extincteur à poudre de 50 kg. La vérification périodique a été effectuée par « Eurofeu services » en date du 14 novembre 2023.</p> <p>Il a été constaté le jour de la visite qu'il n'y avait pas de caisson permettant de stocker du sable et adapté dans la lutte contre le départ de feu disponible sur le site, seulement 2 caissons d'absorbant.</p>
<p>Observations :</p> <p>Une facture datée du 18/12/2023 a été communiquée par l'exploitant justifiant la livraison de sable sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Règles d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/1987, article 8 bis a</p>
<p>Thème(s) : Autre, Registre des entrées et sorties</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra noter sur un registre, spécialement tenu à effet, les entrées et sorties d'huiles usées transitant dans la station, en précisant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque arrivage, le nom du producteur ou fournisseur, la date, la nature, et la quantité d'huile usées; - pour chaque expédition, le nom du régénérateur destinataire, la date, la nature, la quantité et les différentes origines d'huiles usées expédiées. <p>Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Une déclaration mensuelle des enlèvements d'huiles usagées sera adressée à la DREAL au titre du ramasseur agréé pour le département du Var.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient un registre pour les entrées et les sorties d'huiles usagées transitant sur son site. Ce registre contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque arrivage : la date d'entrée, le code déchet, la dénomination du déchet, le poids en kilogramme, le producteur, l'expéditeur, le transporteur, le numéro du bon et le code de traitement. - pour chaque expédition : la date de sortie, le code déchet, la dénomination du déchet, le poids en kilogramme, le destinataire, le transporteur, le BSD, le code de traitement et le mode traitement final. Un extrait du registre des déchets entrant et sortant nous a été transmis par l'exploitant.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>